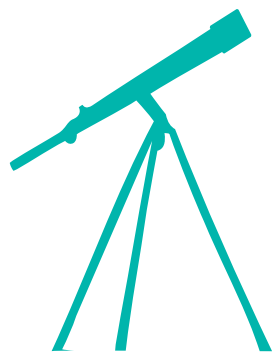


CIVILISATION DURABLE ET RÉVOLUTION DES TERRITOIRES ?

Civilisation durable et révolution des territoires ?



Avons-nous, au cours de nos trois débats, posé les jalons d'une civilisation durable ? Au moins ces rencontres placées sous le signe de l'utopie nous ont-elles permis d'enregistrer une nuée de réflexions, d'idées pratiques, d'échanges constructifs qui donnent un horizon, redonnent l'espoir. Or l'espoir est probablement la plus belle plante à cultiver sur les terres arides que nous avons le sentiment d'arpenter en ces temps de crise.

Aussi avons-nous pu mesurer à quel point il était nécessaire de relativiser cette idée de « crise ». Certes, il y a bien crise : crise d'un système qui se condamne à sa propre perte, crise écologique d'une planète qui subit notre harcèlement permanent, et d'autres encore... Mais à ces crises, nous pouvons opposer d'autres types de sociétés plus durables, plus équitables, plus empathiques. Le troisième et dernier débat a donné de quoi rassurer : dans les territoires, l'espoir se conjugue au présent et à toutes les personnes, par le biais de mille et une initiatives et projets enthousiasmants.

Alors oui, ces pistes encore morcelées dessinent un avenir possible, à condition que les consciences individuelles et collectives opèrent un changement de prisme radical et salutaire. Cela ne se décrète pas, mais on peut y aider : en prêtant par exemple une écoute attentive aux territoires pour aider ces tentatives, tantôt structurées, tantôt expérimentales, à germer, mais également leur permettre de mieux se rencontrer afin qu'elles évoluent, grandissent... et fassent envie !

Laurence Abeille
Présidente de l'ARENE

4^e cycle des Utopiades de l'ARENE : clap de fin

Ainsi s'achève à Evry-Courcouronnes le 4^e cycle des Utopiades, terrain de rencontres entre la réalité et l'utopie, entre questionnements d'aujourd'hui et réponses pour demain. Avec la contribution de la pièce de théâtre-forum *Ça va chauffer!*, écrite et jouée par la compagnie NAJE, ces Utopiades ont esquissé des pistes pour l'avènement d'une civilisation durable. « *C'est difficile mais ça en vaut la peine !* », résume Ghyslaine Degrave, conseillère régionale et administratrice de l'ARENE.



En ces temps de mondialisation, l'histoire officielle délivrée à l'envi par des médias que piège l'immédiateté de leur mission, voudrait que les États, soumis à une concurrence acharnée, dominés par la finance, ne soient plus en mesure de mener la barque. Vue ainsi, la situation a de quoi inquiéter, et cela d'autant plus que de très lourdes menaces, que nous ne maîtrisons pas encore, pèsent sur l'avenir de la planète et de l'humanité. Tout cela est bien réel, mais ce n'est qu'une partie – la plus flagrante, la plus spectaculaire – de la réalité. Vient le moment où s'extraire de cette réalité devient une nécessité, ne serait-ce que pour humer un autre air.

Cet air, partons donc le respirer à une échelle qui, malgré les facilités de communication offertes par les nouvelles technologies, nous reste plus accessible que l'horizon mondial ; plus accessible en tout cas dans sa densité, sa profondeur, son irréductible humanité. Cet horizon à portée de main, c'est le territoire –

un terme peut-être imprécis, mais qui donne bien cette idée d'espace local. Et nous verrons en route comment, loin de nous confiner dans un repli sur soi un peu frileux, la révolution des territoires nous engage, dans son expérimentation comme dans son développement, à construire des ponts avec d'autres peuples, cultures et sociétés.

Nous avons voulu axer ces Utopiades sous le double signe de la révolution des consciences et de la civilisation durable ; ou comment construire la seconde à partir de la première – à moins que ce ne soit l'inverse, où que les deux ne se nourrissent mutuellement. Le territoire, naturellement, est équipé pour contribuer à

cette civilisation durable, car s'il subit directement les retombées des difficultés de notre époque, il est aussi l'espace où l'on perçoit avec le plus d'acuité les ressorts de ces changements et où, partant de ces observations, l'on peut agir ; où l'on agit, déjà.

Terminer sur cette dimension, après avoir évoqué, dans les deux premiers débats, les révolutions individuelle et démocratique, a été une belle manière de conclure le cycle : c'est en effet là, à cet échelon familial, que l'espoir reprend corps et que l'on peut entrevoir, plus que des ébauches de solutions, de nouveaux horizons plus collectifs, plus épanouis, plus durables.

Un chemin vers une civilisation réfléchie, mûrie et désirée.



Ghyslaine Degrave,
conseillère régionale et
administratrice de l'ARENE

PAROLES
DE SPECTATEURS

**Je suis très
satisfaite que ce
type d'événement
ait lieu, surtout
« décentralisé »,
au plus près du
terrain.**



Un espoir nommé territoire



Le territoire... L'utilisation de cette porte d'entrée pour parler d'avenir aurait sans doute été perçue, il y a quelques années encore, comme passéiste. Dans le contexte d'aujourd'hui, il apparaît comme une idée pleine de promesses. Entre-temps, la globalisation est passée par là, causant de nombreux dégâts – surtout dans les territoires, justement, pas préparés à affronter une libéralisation et une mise en concurrence de tous les pans de la société. Mais cette globalisation a également créé, avec les nouvelles technologies, des opportunités sans égal en termes d'ouverture sur le monde. Aussi ce territoire apparaît-il comme un sujet d'étude majeur, à partir duquel d'autres modèles sociaux peuvent effectivement être rêvés et expérimentés.

Parler de la « révolution des territoires » n'est pas le même exercice qu'échanger sur la « révolution individuelle » ou la « révolution démocratique » abordées dans les deux premières rencontres, pour une raison essentielle : cette révolution-là est déjà à l'œuvre. À sa manière, encore éclatée et isolée, mais également inventive et audacieuse, elle préfigure ce que nous pouvons en attendre d'ici quelques années, dès lors que les initiatives auront convergé et essaimé. Nous allons, à la lumière de ces nouvelles pratiques, identifier les principaux enjeux de la révolution territoriale en cours.

Humain avant tout

La structure même de nos sociétés incline à l'individualisme. Le jeu économique et social induit la concurrence entre les individus, et les crises qui secouent le monde depuis bientôt quatre décennies ne font que renforcer une certaine compétition qui laisse sur le bas-côté ceux qui sont les moins armés pour y faire face. Ce sont les territoires qui paient le plus lourd tribut de cette situation : précarité, chômage, violences, exclusions, xénophobie n'en sont que les signes les plus palpables, mais ces phénomènes ne font que masquer la réalité des causes qui les sous-tendent.

Sous les apparences, c'est autre chose qui se joue – des besoins, des attentes qui ne savent pas forcément s'exprimer. Ce « lien social » dont on entend beaucoup parler, mais qui reste souvent une vaine imprécation, est effectivement à renouer – parfois même à nouer. De nombreux territoires offrent un paysage disparate où, sans même parler de

la mixité sociale, les rapports humains sont réduits au minimum : anonymat des centres commerciaux, services publics en berne, quartiers s'ignorant mutuellement, repli sur soi, ses soucis et sa solitude... Et l'isolement ne se limite pas aux grandes villes. Comment ne pas voir derrière des phénomènes comme la surconsommation, les tensions sociales, les comportements violents ou addictifs, l'expression – pour partie au moins – du besoin légitime d'autres rapports sociaux ? Le déni ne peut pas se prolonger indéfiniment.

Collectif, solidarité, partage, empathie... sont quelques-uns des mots qui peuvent qualifier les enjeux que recouvre la révolution des territoires sur le simple terrain social. Localement, et dans tout le pays, de nombreux citoyens œuvrent déjà en ce sens. « Des solidarités se créent, confirme Dominique Doré, mais il est encore difficile de faire des ponts entre les systèmes. » Chose intéressante, il ne s'agit plus seulement d'actions correctives ou palliatives : ces expériences innovantes, qui s'inscrivent sur un territoire et dans la durée, plaçant une autre conception de la société, plaçant l'humain en son centre, mais s'attachant à être viables économiquement, soutenables écologiquement, démocratiques dans leurs modes de faire.

En intégrant toutes ces

dimensions, elles nous interrogent sur nos priorités et sur le modèle de société que nous voulons. Une société à laquelle chacun pourrait « contribuer autrement, par sa richesse personnelle et ses capacités », résume Michel Mombrun de l'association SolliCités, en Essonne.

Vert avenir

La capacité des territoires à opérer leur mutation écologique est sans doute l'une de leurs caractéristiques les plus remarquables. Si cela recèle quelques difficultés ou revêt, parfois, une forme anecdotique, le chantier semble bien lancé. Régions, départements, communautés d'agglomération, villes, mais aussi entreprises et institutions de toute nature ont saisi la nécessité de s'emparer de la question, sinon dans les faits, du moins dans les discours – ce qu'il faut saluer comme un premier pas. Nombre d'entre eux, en zone urbaine notamment, intègrent ainsi les enjeux environnementaux comme une dimension fondamentale de l'action : piétonisation des centres-villes, aménagements pour les cyclistes, création d'espaces verts, développement des transports collectifs, émergence des circuits courts, récupération et recyclage des déchets, nouvelles normes de construction soucieuses d'efficacité énergétique, utilisation croissante des énergies renouvelables... sont autant de pistes pour avancer vers des sociétés plus respectueuses des personnes, de l'environnement, de la vie.

Les circuits courts (cf. lexique) qui, aujourd'hui, sont victimes de leur succès, ne propose pas autre chose qu'adapter au contexte d'aujourd'hui ce que le commerce de produits agricoles a été pendant longtemps : la vente directe du producteur au consommateur. Avec, en plus, la conscience de savoir pour quelles raisons on veut procéder ainsi : éviter d'inutiles pollutions, manger sainement, rétablir le contact entre la ville et la campagne, participer concrètement à la production agricole ; et, en fin de compte, promouvoir et faire advenir un nouveau système.

Mais ces initiatives ne sont pas les seules ; les territoires font montre

Le sujet ne fait plus débat mais il reste encore à partager avec le plus grand nombre. Or, la prise de conscience citoyenne est trop lente au regard des urgences auxquelles nous sommes confrontés. Les territoires, dans un élan de solidarité internationale mais en songeant aussi à leur propre avenir, doivent s'emparer plus fermement de la question afin d'engager des politiques ambitieuses, dépassant les simples éco-gestes. Ce changement radical de braquet ne pourra se faire sans articulation avec les échelons national et international.

Pour changer de paradigme et sortir de la « civilisation fossile », certains territoires se retrouvent dans le mouvement des villes et communautés en transition (cf. lexique), né dans les années 2005-2006 du souhait de créer des territoires désirables grâce à l'intelligence collective. A leur niveau, les agendas 21 représentent une belle opportunité d'asseoir une véritable responsabilité sociétale des territoires, impliquant tous les acteurs dans un changement de visions et de valeurs qui place chacun face à ses responsabilités, en tant qu'individu membre d'un tout.

L'économie comme outil

Une erreur serait de laisser continuer à s'insinuer l'idée, toujours très répandue, que ces nouvelles envies, ces nouveaux projets, sont le fait de doux rêveurs souhaitant revenir à la bougie, mais totalement déconnectés des réalités du monde moderne. Rétablissons donc une vérité : oui, cela relève de l'utopie, mais derrière ces rêves, on trouve aussi bien des personnes désirant se mettre en retrait de la société – et l'assumant – que d'autres, bien ancrées dans le monde d'aujourd'hui, en phase avec l'idée de faire société ensemble mais désirant le faire autrement. Ces dernières ont la capacité de prouver par l'exemple qu'il s'agit d'une utopie concrète et porteuse économiquement.

Ainsi les territoires font-ils la preuve que le modèle économique quasi-unique qui nous est présenté comme indépassable malgré la béance de ses failles, ne tient pas la comparaison avec des systèmes dont la modernité puise dans des traditions remises au goût du jour. Ce que l'on appelle les circuits courts (cf. lexique) qui, aujourd'hui, sont victimes de leur succès, ne propose pas autre chose qu'adapter au contexte d'aujourd'hui ce que le commerce de produits agricoles a été pendant longtemps : la vente directe du producteur au consommateur. Avec, en plus, la conscience de savoir pour quelles raisons on veut procéder ainsi : éviter d'inutiles pollutions, manger sainement, rétablir le contact entre la ville et la campagne, participer concrètement à la production agricole ; et, en fin de compte, promouvoir et faire advenir un nouveau système.

Mais ces initiatives ne sont pas les seules ; les territoires font montre



d'une créativité débordante au plan économique – créativité stimulée par l'envie profonde de lier l'économie avec un mieux-disant social, écologique, culturel... Cela se manifeste d'abord dans les initiatives en tant que telles. Celles-ci s'adaptent aux besoins des populations : des modes de garde d'enfants permettant d'allier service aux familles et mixité sociale, aux solutions de transport comme l'auto-partage ou la réhabilitation du vélo, en passant par la récupération, la remise en service et la revente à bon marché de matériel informatique ou électro-ménager... Les pistes tracées sont florissantes – c'est-à-dire nombreuses, dynamiques, utiles... et rentables. Mais l'économie, ce peut être également une autre manière de concevoir les échanges dans un cadre non-marchand : tout comme les systèmes d'échanges locaux (SEL), les monnaies locales complémentaires (cf. lexique) en sont une illustration empreinte de sagesse et d'enseignements.

Toutes ces pratiques demeurent certes marginales, mais il n'en faut pas plus pour que le rêve commence à prendre corps et s'animer.

Une affaire collective et démocratique

Nous avons évoqué les expérimentations en tant que telles ; il ne faudrait pas faire l'impasse sur les conditions de leurs réalisations. La plupart de ces initiatives naissent et se développent sur des terrains particuliers qui favorisent la libre et égale participation de tous. Au cœur de la machine, deux structures phares qui n'ont pas fini d'innover et d'étonner : les associations et les sociétés coopératives. Les premières, qu'elles aient ou non une finalité économique, sont intrinsèquement tournées vers un intérêt collectif. Plus directement concernées par la dimension économique, les secondes connaissent un essor qui ne se dément pas ; ce qui s'y joue – et plus encore depuis l'apparition des Scic (Sociétés coopératives d'intérêt collectif) – est une forme de gouvernance réellement partagée, qui implique l'ensemble des acteurs concernés dans leur périmètre d'intervention (géographique, thématique, économique, social).

La question foncière pourrait être un prochain défi collectif d'importance. « Beaucoup d'élus locaux ont comme priorité de construire des logements, pour des raisons fiscales notamment. Cela génère une tension sur le foncier. Où faire des zones de culture ? », interroge Monique Poulot-Moreau. « Le foncier devrait redevenir un bien public », affirme Michel Mombrun, et donc géré au nom de l'intérêt général – pourquoi pas collectivement ? Cela permettrait non seulement de s'attaquer directement au problème des terres agricoles, mais tout autant de développer d'autres formes de gestion de l'habitat comme l'habitat participatif. « Ce que l'on cherche, conclut Dominique Doré, c'est le droit à l'expérimentation. Sortir des cases et expérimenter. »

La gouvernance collective façonne une nouvelle manière, assez décisive, d'envisager les initiatives territoriales : elle signifie un renversement total du modèle qui prédomine à tous les niveaux de la société depuis des lustres, en misant sur la responsabilité individuelle et collective. C'est probablement la condition sine qua non de l'éclosion de civilisations durables, mais celle-ci doit encore sortir du cercle des expériences innovantes pour atteindre tous les pans de la société. Une affaire d'innovation sociale que tous – et chacun – doivent encore intégrer...

Civilisation durable et révolution des consciences Une utopie devient réalité ?

En somme, les Utopiades 2011-2012 entendaient proposer des façons d'espérer, de concevoir et de réaliser l'utopie majeure de ce nouveau siècle : opérer un changement civilisationnel. À l'heure où le terme de civilisation a refait une percée fracassante dans le débat public, cette

proposition est tout sauf anodine, et rien moins que primordiale. Les mots, d'ailleurs, sont importants pour tout ce qu'ils véhiculent aux plans historique, social, symbolique. Repartons donc de ces derniers pour passer aux autres étapes.

À la racine des mots ... ou comment cerner le sujet en quatre mots-clés

Civilisation(s)

Parler de civilisation au singulier n'a pas de sens. De tous temps ont existé simultanément des civilisations dont les piliers et les représentations étaient forcément différents. De tous temps, elles se sont heurtées, mesurées les unes aux autres. De tous temps, certains ont vanté la supériorité de « leur » civilisation pour l'ériger en modèle. Les choses ne sont pas différentes aujourd'hui, et la tendance universelle à l'uniformisation des modes de vie n'y a rien changé : des civilisations différentes se côtoient, héritières de traditions et d'histoires anciennes, complexes, variées. Le vrai « choc des civilisations » serait aujourd'hui de dépasser les clivages pour refonder une civilisation durable – l'emploi du singulier soulignant la référence à « notre » modèle occidental, écrasant, omnipotent à certains égards, dont on s'aperçoit qu'il ne convient pas et qu'il a fait long feu. De cette civilisation qui s'achève, nous pouvons faire autre chose, mais cette fois-ci au pluriel, en respectant la diversité des idées, des acteurs, des interventions – pour peu qu'ils s'inscrivent dans la durée, dans la soutenabilité.

Durer

On voudrait donc plus de *durabilité*... On achoppe très vite sur la dimension réductrice du mot employé en français pour traduire celui, anglais, de *sustainability*, bien plus riche. Car si nous voulons effectivement envisager des modes de vie pouvant durer, il ne s'agit



pas de durer pour durer. Nous sommes en quête d'une civilisation *soutenable* – un terme pas très élégant ni même très éloquent pour nous autres Français, mais que nous devrions toutefois préférer à celui de *durable*. Le projet est bel et bien de systématiser des gestes que la planète et l'humanité peuvent soutenir – c'est-à-dire supporter sans que soient d'avantage mises en péril des ressources déjà largement entamées. Et c'est là un élan à soutenir, aussi collectivement que possible.

Conscience

La conscience est le mot-clé de ces civilisations que nous voulons refonder. Ces dernières décennies, peut-être même ces derniers siècles, c'est plutôt la foi dans les sciences, dans le progrès, dans la production

Faire monter la sève

Filer la métaphore végétale est certes un peu facile, mais cela sied magnifiquement à la nature du mouvement qui doit naître et croître. Printemps, graines, germer, racines, sève, pousser, ramifier, essaimer... Ce parti-pris imagé nous ramène à quelque chose d'essentiel : la nature. Tout l'enjeu de la révolution des consciences est en effet d'imprimer un mouvement respectueux des grands équilibres naturels. Cette (r)évolution, nous l'avons abordée dans nos trois débats utopiens à partir d'entrées différentes mais interdépendantes : l'individu, la démocratie, le territoire. Refaisons ici le parcours...

Chacun...

La révolution individuelle est l'affaire de chaque citoyen. C'est un exercice solitaire, mais certainement pas égoïste car tourné vers la société tout entière. La révolution individuelle concerne chacun de nous, en tant qu'élément – singulier par nature – faisant partie d'un tout – composite et devant le rester. Avec l'aide de la pièce *Ça va chauffer* !, qui met en relief toute l'énergie que mobilise le changement, nous avons perçu la difficulté à opérer cette mutation intime, pourtant essentielle : les freins, en soi ou à l'extérieur, sont nombreux ; rien ne favorise les révolutions individuelles. Il faut chercher en soi, mais aussi en s'appropriant les expériences menées ailleurs, à la fois l'orientation à prendre et les moyens d'avancer. Plusieurs marqueurs indiquent que si nous ne sommes pas encore dans un mouvement de masse, la transformation a néanmoins commencé. Les créatifs culturels ont ouvert une brèche intéressante, qui stimule des approches dont les Français ne sont pas familiers, au plan spirituel en particulier – au sens non religieux du mot. Chaque démarche entreprise vers la révolution individuelle fait progresser le mouvement d'ensemble ; reste à les connecter entre elles, mais aussi avec les mouvements qui s'élaborent ailleurs.

... tous...

S'engager et agir ensemble, c'est sans doute là le défi principal de toute démocratie. La nôtre, nous le voyons et le savons, est mal en point ; elle doit être réinventée. Mais cela ne doit pas venir d'en haut. Démocratie participative, donc ? C'est une piste, mais peut-être aussi un leurre – ce que d'aucuns rapprochent d'une sorte de démocratie occupationnelle, qui peut donner au citoyen le sentiment d'agir sur la destinée collective, mais qui en fin de compte n'intervient qu'à la marge des « grandes décisions » prises par un petit cercle de « gens sérieux ». La révolution démocratique qui doit avoir lieu devrait d'avantage avoir rapport avec la démocratie substantielle, c'est-à-dire une démocratie citoyenne qui se mêle des grands problèmes, en connectant le local et le mondial, qui se pique de faire de la stratégie, qui ambitionne de structurer une véritable société civile mondiale, comme l'indiquait Pierre Calame lors de la 2^e Utopiade.

... partout !

Le territoire est notre point de départ, il est l'espace où l'on vit, que l'on connaît et que l'on maîtrise. Il est essentiel dans la prise de conscience individuelle et collective des transformations à mettre en œuvre. Mais il n'est pas le seul horizon ; il faut ensuite aller au-delà. Le territoire est cette aire où se conçoivent et s'expérimentent des alternatives qui vont se confronter et s'enrichir mutuellement. Il doit donc impérativement entrer en contact avec d'autres territoires, proches et plus lointains. Les réseaux sont en ce sens extrêmement importants ; ils permettent de partir de sa pratique pour faire un bond en avant et ne pas rester figé dans la satisfaction un peu vaine de sa vertueuse entreprise. La révolution territoriale est à concevoir comme une démarche non de repli sur « sa zone », mais au contraire d'ouverture aux expériences en cours ailleurs.

PAROLES
DE SPECTATEURS
**J'ai beaucoup
apprécié le spectacle,
drôle, vif et expressif,
permettant de saisir très
concrètement les enjeux
et les problématiques
posés par l'exigence
d'une civilisation
durable.**

PAROLES
DE SPECTATEURS
**Passer quelques
heures à réfléchir sur
le genre de société que
nous voulons me paraît
extrêmement utile au
moment où nous
sommes.**





LES UTOPIENNES



Dominique Doré

Militante depuis 30 ans d'un développement soutenable ancré dans les territoires, porte-parole de SEl'daire (Systèmes d'échange locaux), administratrice de la Maison des Babayagas et d'Éco-habitat groupé, elle s'intéresse particulièrement aux éco-villages, aux villes en transition, aux monnaies complémentaires...

Monique Poulot-Moreau

Directrice du Département de géographie de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, elle s'intéresse aux liens entre le rural, l'urbain et le développement durable. Ses recherches portent sur la ville fertile, les agricultures périurbaines, les filières agro-alimentaires et leurs territoires, et l'urbanité rurale. Elle va publier prochainement « *Agriculture et ville, vers un nouveau dialogue* ».

Esther Dubois

Des obligations professionnelles l'ont finalement tenue écartée de notre rencontre. Urbaniste, spécialisée en développement et prospective territoriale et en politique de la ville, elle est au service des collectivités territoriales en Île-de-France depuis plus de 30 ans. Présidente de l'association Complex'Cité, elle développe une démarche de formation-recherche-action sur la complexité des territoires en pratique.

Liens

ARENE :
www.arenidf.org

Compagnie NAJE :
www.naje.asso.fr

Eco Habitat Groupé :
www.ecohabitatgroupe.fr

Maison des Babayagas :
lamaisondesbabayagas.fr

Systèmes d'échanges locaux (SEL) :
www.selidaire.org

Université Paris Ouest Nanterre La Défense :
www.u-paris10.fr

Villes et communautés en transition :
villesentransition.net

Une utopie devient réalité ?

B eau parcours en pays d'Utopie que nous avons mené là, guidés par une pièce dont l'ambition est d'englober le sujet dans son ampleur et sa complexité, mais avec humour et humanisme. Nous avons emprunté des chemins pleins de charme et de poésie, conjugué les verbes rêver, agir et espérer au présent et au futur, opéré des aller-retour entre singulier et pluriel. Liant trois révolutions majeures, indissociables – l'individu, la démocratie et le territoire – nous avons effectué un voyage au cœur des préoccupations du siècle naissant, nourris dans nos réflexions par les approches concrètes ou théoriques que nous ont livrées quelques Utopiennes et Utopiens.

Nous avons ressenti les vibrations de ces trois révolutions au cœur de chacune des rencontres. Elles sont là, toutes proches, n'attendant que nous pour sortir des laboratoires où des citoyens avisés les expérimentent depuis plusieurs années. Nous savons qu'elles portent en elles les germes d'un renouveau profond de nos sociétés. Une civilisation durable est-elle donc réellement en vue ? Non, pas une : des civilisations ! Il est impossible de concevoir le futur comme le triomphe d'une seule civilisation, à l'image de celle dont nous cherchons aujourd'hui à nous échapper. Le futur, ce doit aussi être le respect de la diversité. Au vu des débats qui ont, récemment encore, secoué l'espace public, il est manifeste que la prise de conscience n'est pas encore générale.

Bien sûr, les Utopiades ne vont pas à elles seules faire prendre le virage décisif vers davantage de conscience, de responsabilité, de soutenabilité. Du moins ont-elles apporté leur pierre à l'édifice en rendant palpable que, si les menaces qui pèsent effectivement sur

PAROLES DE SPECTATEURS

Un bon moment de réflexion, d'interpellation, où chacun est concerné directement à un moment ou à un autre.

la planète sont bien réelles, l'espoir qui nous nourrit n'est pas irréaliste. Nous pouvons le raccrocher à des réflexions et des pratiques qui ne sont plus seulement des signaux ou des modes, mais un véritable mouvement de fond.

Il apparaît aussi que l'Île-de-France occupe une position particulière, liée à la coexistence « *de la capitale et, de l'autre côté, de la région la plus peuplée de France, dont les envies sont peut-être différentes. Cela crée une relation frontale* », selon Monique Poulot-Moreau, qui souligne également la tension entre urbain et rural : « *les gens veulent la ville, mais aussi la campagne !* » Phénomène complexe, mais qui impose justement à notre territoire de faire preuve d'inventivité pour modifier les rapports entre l'un et l'autre. Dans les villes, Paris notamment, une évolution s'est déjà engagée : « *il y a une forme d'attachement à cette ville* », mais également « *un mouvement de fond, citoyen : on peut vivre dans une mégapole*

PAROLES DE SPECTATEURS

Je reste interdit de ce voyage en Utopie : idéal, fluvial et immobile, intemporel et comme rêvé. Interdit, aussi, d'avoir enfin entendu des discours concrets et positifs sur des sujets que je pense vitaux.



tout en créant de la proximité. » Ce renversement de perception, couplé à l'essor d'initiatives comme les circuits courts ou les villes en transition, pourrait favoriser une sorte de décentralisation, et contribuer à gommer la frontière réelle et symbolique entre Paris et sa banlieue, affranchissant cette dernière du statut de satellite gravitant autour de l'astre principal.

Nous repartons donc avec cette certitude : si le changement n'est pas pour tout de suite, la décennie 2010 posera des jalons décisifs pour d'autres avenir possibles !

Lexique

Circuits courts

Les circuits courts suggèrent une autre façon de consommer... et de vivre. En proposant de relocaliser ce qui peut l'être au plan économique, ils contribuent à apporter une réponse à un certain nombre d'enjeux environnementaux et sociaux : dans le cas de l'agriculture, une faible distance entre lieux de production et de consommation, l'absence d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur, des modes de production biologiques, un pré-financement des récoltes. Ce système est également créateur de liens : entre les villes et les territoires ruraux, entre un paysan qui explique son travail et un mangeur qui sait ce qu'il mange, entre habitants d'un même quartier, etc.

Villes et communautés en transition

Ce mouvement s'est structuré face à une perspective inévitable : le pic pétrolier qui adviendra au cours de ce siècle. Certains territoires, anglosaxons le plus souvent, ont voulu considérer cela comme une opportunité de changement en profondeur plutôt que comme une menace. Il s'agit pour eux d'amorcer la transition vers une « descente énergé-

tique » qui combine une moindre consommation d'énergies fossiles et une production énergétique plus locale et autosuffisante. Ce processus touche à des questions comme l'économie, l'alimentation, les transports, et implique nécessairement l'ensemble de la communauté. Ce mouvement se distingue de celui des « décroissants » par sa distance vis-à-vis du politique et par son approche plus pragmatique.

Monnaies locales complémentaires

Les monnaies locales complémentaires proposent un autre système d'échanges de biens et services entre les personnes. Elles sont utilisées en complémentarité des monnaies nationales, qui trop souvent capitalisent sans bénéfices locaux directs sur le territoire et parfois alimentent un système financier global au détriment de l'environnement, de la qualité de vie et des relations humaines. À l'inverse, les monnaies locales participent à la recherche de nouveaux indicateurs de richesses et à la prise en compte des ressources naturelles, des biens non marchands et des richesses humaines et sociales. Les SEL (systèmes d'échanges locaux), qui permettent des échanges de services que l'on comptabilise en référence au temps passé, font partie de ce mouvement.